



Rapport

Étude sur la coordination des donateurs pour la mobilisation des ressources nationales

Funded by



Facilitated by



Mentions légales

L'International Tax Compact (ITC) est une plate-forme neutre qui vise à renforcer la mobilisation des recettes intérieures dans les pays partenaires et à promouvoir des systèmes fiscaux équitables, efficaces et transparents. Le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) a lancé la plate-forme en 2009 et a chargé la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH (GIZ) de faciliter le secrétariat de l'ITC. Depuis avril 2017, l'Union européenne soutient l'International Tax Compact par le biais d'un accord de cofinancement. Le Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas fournit du soutien en nature.

Publié par

International Tax Compact (ITC)
c/o GIZ Office Bonn
Friedrich-Ebert-Allee 36
53113 Bonn
Allemagne

T +49 228 4460-3352

E secretariat@taxcompact.net

I www.taxcompact.net

L'étude a été commandée à Agulhas Applied Knowledge. Le contenu de cette étude représente les conclusions et opinions des auteurs et ne constitue pas une position officielle du gouvernement allemand, de l'Union européenne ou de la GIZ.

Le présent document et toute carte qu'il contient sont sans préjudice du statut ou de la souveraineté sur un territoire, de la délimitation des frontières et des limites internationales et du nom de tout territoire, ville ou zone.

Conception

DIAMOND media GmbH, Neunkirchen-Seelscheid, Allemagne

Bonn, juin 2019

Rapport

Étude sur la coordination des donateurs pour la mobilisation des ressources nationales

Table des matières

Objectif et méthodologie	4
Coordination à l'échelle internationale	5
Voix des pays partenaires dans la politique internationale en matière d'aide MRN (appropriation)	5
Une répartition équitable de l'aide MRN parmi les pays partenaires (adéquation)	6
Coordination des approches parmi les pays partenaires (harmonisation)	9
Coordination à l'échelle du pays	11
Appropriation nationale de la réforme MRN	11
Alignement sur les stratégies nationales	13
Harmonisation de l'aide MRN	14
Gestion axée sur les résultats	15
Conclusions et recommandations	16

La présente étude se penche sur la nécessité d'une coordination des donateurs dans le domaine de l'aide internationale pour la mobilisation des ressources nationales (MRN). Elle a été réalisée sur la demande de l'International Tax Compact (ITC) grâce aux financements du Ministère allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) et de la Commission européenne.

Objectif et méthodologie

Dans le cadre de l'Addis Tax Initiative (ATI), un groupe de partenaires de développement s'est engagé à doubler ses fonds dans le domaine de la MRN d'ici 2020 par rapport aux 222 millions USD déboursés en 2015.¹ Cet engagement se fonde sur une prise de conscience de l'importance de la MRN dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). La hausse des financements consacrés à la MRN accentue les risques de chevauchements et d'approches contradictoires parmi les partenaires de développement. Simultanément, les pays partenaires sont confrontés à des difficultés d'adéquation entre les aides des donateurs et leurs propres besoins et priorités.

Ces dernières années, d'importants progrès de coordination ont été réalisés dans le domaine des aides MRN, notamment grâce à la création de forums internationaux, tels que l'ATI, et au développement d'instruments communs de diagnostic. Dans cette étude, nous examinons les besoins de coordination persistants et cherchons à identifier des mécanismes complémentaires pour y remédier. L'objectif est d'éclairer les discussions au sein de l'ATI.

Cette étude documentaire s'appuie sur des données et documents accessibles au public. Elle est étayée par des entretiens téléphoniques menés auprès d'un échantillon de membres et partenaires de l'ATI et par des études de cas allégées de pays sélectionnés parmi les principaux bénéficiaires de financements MRN en 2016, en proie à des difficultés de coordination diverses : l'Afghanistan, le Ghana et l'Ouganda. Dans chaque pays, des représentants du gouvernement et des partenaires de développement ont été interrogés afin de partager leur expérience dans le domaine de la coordination.

¹ ATI, *Dossier de suivi de l'ATI 2016* : 1er engagement de l'ATI, 2018, [lien](#).

Un cadre de travail conceptuel pour la coordination de la MRN a été élaboré sur la base de principes établis d'efficacité au service du développement – notamment l'appropriation, l'adéquation, l'harmonisation et une gestion axée sur les résultats.² Ce cadre de travail facilite l'identification de domaines MRN susceptibles de bénéficier de ces principes d'efficacité du développement, tant au niveau national qu'international.

Coordination à l'échelle internationale

Sur le plan international, nous nous sommes attardés sur les besoins de coordination dans trois domaines phares.



Voix des pays partenaires dans la politique internationale en matière d'aide MRN (appropriation)

Ces dernières années, des efforts considérables ont été mis en œuvre afin d'accroître l'implication des pays partenaires dans les forums internationaux traitant de l'aide MRN. L'ATI rassemble des partenaires de développement, des pays partenaires et d'autres organisations pour former un dialogue sur le thème de l'aide MRN en coopération avec d'autres entités politiques telles que l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), le Fond monétaire international (FMI) et des organisations fiscales régionales. Le Réseau des organisations fiscales (Network of Tax Organisations, NTO), qui vient de voir le jour, regroupe des organisations fiscales régionales sous une même enseigne avec une même mission : « améliorer le bien-être des populations en développant les capacités des membres du NTO, en promouvant la collaboration interne et en formant une plateforme mondiale propice au dialogue en matière de fiscalité internationale ». Le NTO s'est fixé des objectifs ambitieux : renforcer la voix des pays partenaires au sein du débat sur la fiscalité internationale tout en formant un cadre de dialogue ouvert et neutre et en développant un rôle majeur dans l'élaboration de l'approche internationale en matière de MRN. La Plateforme de collaboration pour les questions fiscales

² Voir la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (2005), le Programme d'action d'Accra (2008) et l'Accord de partenariat de Busan (2011) : [lien](#) et [lien](#).

(PCT) lancée en 2016 par le FMI, l'OCDE, les Nations unies et la Banque mondiale vise également à améliorer la participation des pays en voie de développement dans le dialogue mondial sur les questions fiscales, y compris l'aide pour la MRN.

Tout en se félicitant de ces opportunités de participer au dialogue international, les représentants des pays partenaires interrogés n'ont pas manqué de souligner les obstacles entravant l'efficacité de leur participation – notamment leurs propres contraintes temporelles. Les pays partenaires tout comme les partenaires de développement ont formulé des volontés d'amélioration de l'ATI, notamment par le biais d'une augmentation du nombre de membres et d'un renforcement de l'engagement des membres actuels.



Une répartition équitable de l'aide MRN parmi les pays partenaires (adéquation)

Face à l'augmentation des dons en faveur de la MRN, des questions persistent quant à leur adéquation avec les besoins réels des pays partenaires. Il existe deux approches pour considérer une répartition équitable de l'aide MRN à l'échelle internationale :

- la première se base sur les besoins objectifs et évite que certains pays ne soient favorisés ou oubliés ;
- la seconde opte pour une distribution vers les pays où l'aide sera probablement la plus efficace.

Cette seconde approche concentrerait l'aide dans des pays présentant un environnement favorable, notamment une gestion nationale en matière de réformes MRN et une bonne capacité d'absorption de l'assistance technique. Cette approche inhérente à la structure actuelle de l'ATI (association de membres) permet aux pays partenaires de signaler leur volonté d'entreprendre des réformes MRN. Néanmoins, il est essentiel de donner une chance aux pays partenaires qui souhaitent entamer des réformes MRN mais qui ne peuvent pas encore se prévaloir d'antécédents positifs en la matière.

Actuellement, aucun mécanisme actif ne permet d'allouer l'aide MRN en fonction de la capacité d'absorption. Certains instruments de diagnostic tels que l'*Enquête internationale sur les administrations fiscales (ISORA)*, susceptibles d'aider à évaluer la capacité d'absorption des pays, ne sont généralement pas configurés à une telle fin. Des progrès notables ont pu être réalisés dans l'élaboration de statistiques fiables pour le domaine de l'aide MRN grâce aux bases de données *ATI DRM* et *OECD CRS*. Ces données aident à suivre l'engagement de l'ATI en faveur d'une augmentation des financements mais ne sont pas encore utilisées pour guider les choix d'allocation.

Avec la hausse des aides MRN, le nombre de pays partenaires bénéficiant d'une subvention MRN a également augmenté et comptait 20 nouveaux bénéficiaires en 2016.³ Près de la moitié de l'aide MRN distribuée en 2016 a été allouée à des pays partenaires de l'ATI, laissant entendre que le programme d'adhésion de l'ATI favorise la mise en relation des partenaires de développement avec les pays partenaires intéressés. Néanmoins, certains pays partenaires de l'ATI ne reçoivent encore que très peu de subventions. Ainsi, le Paraguay n'a obtenu que 290 000 USD de décaissements bruts en 2016 (soit une baisse de 31 % par rapport à l'année précédente), tandis que le Népal a reçu 340 000 USD (une baisse de 50 %). Les témoignages des pays partenaires suggèrent la présence de besoins de financement non couverts, probablement suite à un manque de capacité d'absorption.

Plusieurs fonds fiduciaires multidonateurs fournissent une aide MRN à travers de nombreux pays. Exemples :

- Le **Fonds fiduciaire du Programme de fiscalité internationale (Global Tax Programme, GTP)** de la Banque mondiale (2018-2022) offre un soutien pour le renforcement des capacités fiscales au niveau national, des travaux de recherche et la collecte de données factuelles.
- Le **Fonds fiduciaire de Mobilisation des ressources** du FMI (2016-2023 pour la phase actuelle) dispose de 77 millions USD consacrés au renforcement des capacités fiscales.

³ Oxfam, Doubling down on DRM: are we making the right bets? 2018, [lien](#).

En principe, ces fonds multilatéraux pourraient aider à rééquilibrer les répartitions inégales entre les pays. Néanmoins, ils ne sont actuellement pas conçus à cet effet et certains contributeurs bilatéraux que nous avons interrogés nous ont fait part de leurs inquiétudes quant à leur faible influence sur les choix de répartition des ressources.

*L'Organisation Internationale des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques (INTOSAI) a expérimenté de nouveaux mécanismes pour aligner l'aide fournie par les partenaires de développement sur les besoins réels des pays. Elle a mis en place un **Fonds de développement des capacités** auquel les pays partenaires pouvaient adresser des propositions. Néanmoins, cette initiative a dû être abandonnée par manque de financements appropriés. Elle a également instauré un portail destiné à mettre en relation les demandes d'aide des organisations éligibles avec des donateurs potentiels. Les propositions sont soumises à des contrôles qualité pour garantir une appropriation et une gestion adéquates à l'échelle du pays.*

Encadré n° 1 – Exemples issus du domaine de la politique d'aides pour les Institutions Supérieures de Contrôle

Dans le cadre de leur proximité aux administrations fiscales du monde entier ainsi qu'au volume de données et informations à leur disposition sur les réformes MRN dans les pays partenaires, les organisations fiscales régionales et le NTO sont en mesure de contribuer à une répartition équitable de l'aide parmi les pays partenaires en soulignant les besoins et en identifiant les pays partenaires dont l'environnement est favorable à une implantation efficace des réformes. Par ailleurs, l'implication des organisations fiscales régionales, et notamment du NTO, pourrait ouvrir la voie à une partie prenante plus objective et indépendante, dont le programme n'est pas motivé par des intérêts politiques.

Jusqu'à présent, il n'existe pas de consensus parmi les partenaires de l'ATI quant à l'adéquation actuelle de l'aide MRN et, le cas échéant, aux solutions envisageables. L'ATI est néanmoins occupé à mettre en place un mécanisme de rapprochement entre les demandes d'aide et les

donateurs potentiels. Ce mécanisme pourrait permettre d'assurer une allocation précoce d'aides modestes aux pays partenaires en phase de démontrer leurs capacités d'absorption.



Coordination des approches parmi les pays partenaires (harmonisation)

Les partenaires de développement emploient des stratégies diverses dans le domaine de l'aide MRN. Cette diversité offre l'avantage de créer un marché des idées et de permettre l'allocation d'aides complémentaires. Mais elle présente également des risques, notamment celui de promouvoir des approches contradictoires autour des réformes MRN, d'augmenter le coût des transactions et d'entraver l'appropriation nationale. Nous avons passé en revue un grand nombre de solutions envisageables pour harmoniser les approches des partenaires de développement à l'échelle internationale.

- **Partage d'informations :** Le succès de la coordination réside dans un flux libre d'informations autour de l'aide MRN, permettant une planification plus efficace de la part des partenaires de développement. L'ATI joue un rôle crucial en mettant à disposition un forum de partage d'informations et en cartographiant les aides MRN dans sa base de données. La PCT développe également une base de données permettant de partager des informations parmi les partenaires multilatéraux. Ces informations sont partagées à l'échelle internationale par le biais d'organisations fiscales régionales et du NTO, dont l'ITC assure le secrétariat. Il y a toutefois encore matière à amélioration quant à la cohérence et à la ponctualité des flux d'informations afin de permettre une coordination en temps réel.
- **Diagnostics :** Au cours des dernières années, un certain nombre d'instruments communs de diagnostic ont vu le jour dans le domaine de la MRN, notamment :
 - TADAT - L'Outil diagnostique d'évaluation de l'administration fiscale

- ISORA – l’Enquête internationale sur les administrations fiscales
- TPAF – le Dispositif d’évaluation des politiques fiscales
- RA-GAP – le Programme d’analyse des écarts dans l’administration des ressources.

Dans les pays étudiés, nous avons mis en exergue leur contribution à la mise en place d’une compréhension commune des besoins de réforme. Mais cette prolifération d’instruments aux priorités diverses est à l’origine d’une certaine confusion parmi les parties prenantes. Ils présentent également le risque que les partenaires de développement financent des évaluations concurrentes et génèrent ainsi des résultats contradictoires. Certaines parties prenantes ont fait part de leurs inquiétudes quant à la portée des instruments disponibles, qui ne serait pas suffisamment large et exclurait des facteurs d’économie politique ou l’enchaînement de la MRN avec d’autres réformes gouvernementales. Le gouvernement norvégien procède actuellement à un examen des instruments de diagnostic dans le domaine de la MRN.

- **Connaissances et données factuelles** : L’une des méthodes favorisant la cohérence des approches pour l’aide MRN consiste à établir une base de connaissances communes des stratégies éprouvées. L’ATI organise des débats à ce sujet et l’OCDE tient des forums destinés à partager les meilleures pratiques. De nombreux partenaires de développement investissent actuellement dans l’expérimentation d’approches innovantes ainsi que la recherche et la collecte de données factuelles. Alors que nous n’avons pas procédé à un examen intégral de l’état des données factuelles relatives à l’aide MRN, certaines parties prenantes opinaient qu’il restait encore beaucoup à apprendre, particulièrement au sujet de l’enchaînement des réformes MRN et de leur intégration au sein de réformes administratives et économiques de plus grande envergure. Certains partenaires de développement ont également jugé que les aspects politiques complexes des ré-

formes MRN ne faisaient pas l'objet d'une attention suffisante. Le poids des facteurs d'économie politique sur les réformes dans des domaines connexes est avéré, par exemple dans le domaine de la gestion financière publique. Des approches plus politiques pour le renforcement des capacités – comme *Thinking and Working Politically (TWP)* (Une réflexion et un travail axés sur la politique) et Problem-Driven Iterative Adaptation (PDIA)⁴ (Adaptation itérative pour la résolution de problèmes) – n'ont pas encore été appliquées exhaustivement au domaine de l'aide MRN.

Coordination à l'échelle du pays

À l'échelle du pays, nous avons exploré le potentiel d'amélioration de la coordination sur la base d'un cycle de planification et de programmation : définition des priorités nationales, adéquation des programmes des partenaires de développement, harmonisation des modalités de financement et mesure des résultats (voir figure 1).



Appropriation nationale de la réforme MRN

De nos jours, il est communément admis que les partenariats de développement sont les plus efficaces lorsqu'ils sont guidés par les pays en voie de développement et que les partenaires de développement adaptent leur aide aux besoins et priorités des pays.⁵ Cette approche s'applique particulièrement aux réformes MRN, confrontées à des obstacles politiques et à un besoin de gouvernance nationale forte. Les réformes doivent être échelonnées et liées aux politiques nationales de réformes gouvernementales et de développement économique. En principe, les stratégies nationales en matière de MRN devraient être

⁴ Matt Andrews et al., « Renforcer les compétences par l'obtention de résultats : mettre en pratique les principes de l'Adaptation itérative pour la résolution de problèmes (PDIA) » dans OECD, *A Governance Practitioner's Notebook: Alternative Ideas and Approaches*, 2015, [lien](#).

⁵ Forum de Haut Niveau de Busan (2011) *Partenariat de Busan pour une Coopération efficace au service du Développement*, Quatrième Forum de Haut Niveau sur l'Efficacité de l'Aide, Busan, République de Corée, 29 novembre au 1er décembre 2011, [lien](#).

élaborées en collaboration avec le secteur privé et la société civile afin de garantir une appropriation nationale à grande échelle. Il est préférable que ces stratégies se basent sur des données factuelles utilisant des approches et instruments de diagnostic convenus afin de convaincre les partenaires de développement de leur efficacité.

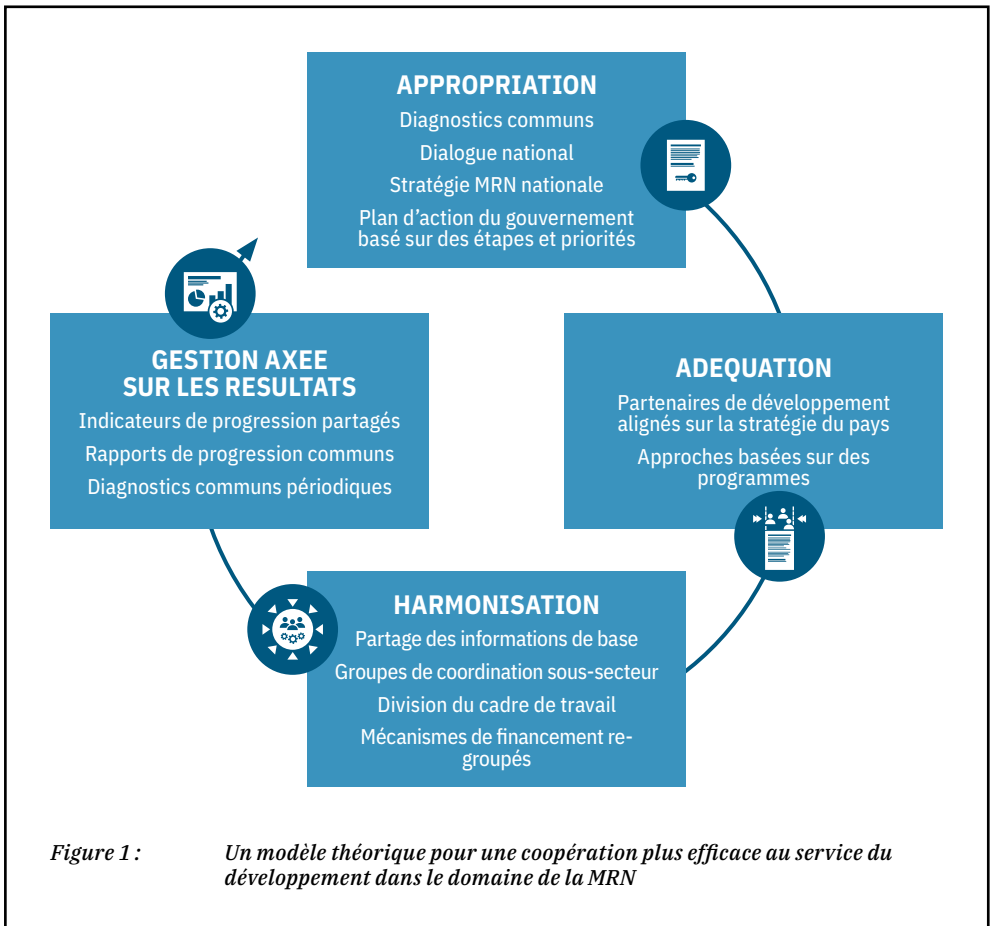


Figure 1 : *Un modèle théorique pour une coopération plus efficace au service du développement dans le domaine de la MRN*

Le Liberia a élaboré une stratégie MRN menée par le gouvernement sur la base d'un dialogue national efficace et en collaboration avec des partenaires de développement. Cette stratégie a été lancée en même temps que le plan de développement national 2018 du Liberia sur lequel elle s'appuie. Le gouvernement nous a informés que 11 donateurs cherchaient à aligner leur aide sur cette stratégie MRN.

Encadré n° 2 – Liberia : alignement sur une stratégie MRN guidée par le pays

Dans les pays étudiés, les parties prenantes s'accordaient à souligner l'importance de l'appropriation nationale et déploraient son absence fréquente dans la pratique. Face aux capacités limitées, certaines stratégies MRN nationales peuvent s'apparenter davantage à des listes de courses qu'à des plans d'action échelonnés, laissant à chaque partenaire de développement le choix des objectifs de réforme à financer. La Stratégie des ressources à moyen-terme (MTRS), développée par le PCT et mise à l'essai dans plusieurs pays, s'efforce de bouleverser cette dynamique en promouvant une planification MRN basée sur l'appropriation nationale et l'implication des citoyens.



Alignement sur les stratégies nationales

Quand bien même un pays a mis en place une stratégie MRN nationale, les partenaires de développement ont encore du mal à aligner leur aide sur cette stratégie face aux priorités contradictoires et aux contraintes procédurales. L'alignement est un processus de longue haleine. Basé sur des cycles de programmation pluriannuels, il comporte un risque d'essoufflement après l'adoption d'une stratégie MRN nationale. Les perspectives d'un alignement réussi augmentent lorsque les pays partenaires impliquent les partenaires de développement dès le processus de développement de leurs stratégies MRN, par exemple par le biais d'un effort de diagnostic commun.

Les Approches basées sur des programmes (PBA) impliquent plusieurs donateurs qui coordonnent leur aide en vue de l'implémentation d'une

stratégie nationale ou d'un plan d'action national.⁶ Les PBA permettent de limiter la fragmentation de l'aide et d'accroître la liberté d'utilisation par les pays partenaires. Elles constituent également une plateforme de dialogue en matière de politiques et de priorités. Néanmoins, les PBA ne sont pas encore appliquées au secteur MRN. De manière générale, leur utilisation s'est raréfiée suite au déclin de la modalité des aides budgétaires. Alors que les parties prenantes des pays étudiés se disaient intéressées par l'exploration de cette possibilité, les partenaires de développement n'étaient pas optimistes quant à sa faisabilité à court terme.



Harmonisation de l'aide MRN

Les partenaires de développement disposent d'un large éventail d'options pour coordonner leur aide MRN sur le plan national, allant du partage d'informations de base à un accord de division formelle du travail et/ou financement commun. Les pays étudiés affichent une collaboration en hausse autour de l'aide MRN. Néanmoins, le partage d'informations y est encore insuffisant et l'attitude des partenaires de développement s'avère parfois plus compétitive que collaborative. Le manque de capacités techniques locales des donateurs bilatéraux constitue encore un obstacle. Bon nombre d'entre eux gèrent leur programme MRN de façon centralisée et font intervenir des experts pour des missions à court termes, ce qui ne facilite pas le travail de coordination.

Des groupes de coordination secteur pour la MRN ont été mis en place dans de nombreux pays mais les résultats sont mitigés. Sans un soutien actif de la part du gouvernement et des partenaires de développement, ils ont tendance à tomber en désuétude. Au Ghana, le groupe de travail MRN s'est récemment chargé de dresser un premier bilan de l'aide des partenaires de développement qui devrait servir à limiter les redondances.

L'utilisation de financements groupés pourrait également être envisagée à l'échelle nationale, par le biais de programmes de co-financement ou de paniers communs d'assistance technique. Les fonds groupés sont moins ambitieux que les PBA car ils ne sont pas nécessairement

⁶ Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, 2005, *lien*.

appliqués à un secteur tout entier ou liés à une stratégie nationale mais peuvent néanmoins contribuer à rationaliser les aides. Utilisés à différents niveaux dans chacun des pays étudiés, ces fonds ont contribué à améliorer la coordination. Dans la pratique, il semble toutefois qu'avec un panier commun de grande envergure (qui couvre par exemple la gestion financière publique dans son ensemble), l'aide MRN risque d'être noyée parmi les autres priorités.



Gestion axée sur les résultats

Un bon travail de suivi et d'évaluation est indispensable afin de surveiller la progression, de favoriser l'apprentissage et de permettre aux pays partenaires et aux partenaires de développement de prendre leurs responsabilités. En principe, les plans MRN nationaux devraient inclure des indicateurs de résultats que les partenaires de développement devraient incorporer à leurs cadres de résultats au niveau des programmes afin de garantir la poursuite d'un objectif commun. L'évaluation périodique commune des progrès réalisés contribue également à cadrer l'aide MRN sur les résultats.

Jusqu'à présent, les pays étudiés n'ont pas particulièrement déployés d'efforts dans ce domaine et les cadres de résultats communs comme les examens de progrès accomplis constituent encore une exception. Des obstacles courants entravent l'élaboration de cadres de résultats cohérents capables de relier de manière satisfaisante les résultats aux activités et aux extrants. La durabilité des résultats comme les objectifs à long terme sont souvent négligés lors de ce processus. La mesure des progrès à l'échelle nationale nourrit les discussions au sein de l'ATI. Si l'ATI finit par convenir d'un nouvel objectif d'accroissement de l'aide MRN pour l'après 2020, elle devra s'accorder sur un cadre d'accompagnement qui démontre l'efficacité et la rentabilité de l'investissement.

Conclusions et recommandations

Une coordination efficace appelle des ressources importantes de la part des partenaires de développement et des pays partenaires. Elle doit donc s'accompagner d'un retour sur investissement satisfaisant sous forme d'une amélioration de l'efficacité du développement. Lors de notre étude, les domaines suivants sont apparus comme les plus prometteurs pour une analyse plus poussée par l'ATI.

<i>Obstacles à la coordination</i>	<i>Solutions envisageables</i>
Sur le plan international	
Une base factuelle restreinte quant aux résultats concrets des aides et réformes MRN, notamment au niveau des priorités et de l'échelonnement des réformes dans divers contextes nationaux et des liens entre les réformes MRN et les réformes administratives et économiques de plus grande envergure.	L'ATI peut demander un état des lieux des données factuelles liées aux réformes MRN afin d'identifier les lacunes et de définir les priorités. L'ATI peut désigner un partenaire judicieux au rôle de centre de ressources afin de collecter les renseignements et les données factuelles générés par les membres et d'établir puis de distribuer des synthèses.
Un manque de réflexion quant aux difficultés d'économie politique auxquelles les réformes MRN sont confrontées et peu d'approches nouvelles en vue d'une aide politique, flexible et adaptative.	L'ATI peut demander une synthèse sur l'économie politique des réformes MRN et explorer les possibilités d'application des principes TWP aux financements MRN.
Une prolifération d'instruments de diagnostic MRN qui crée la confusion parmi les parties prenantes.	En s'appuyant sur l'évaluation technique en cours de réalisation par le gouvernement norvégien, l'ATI peut élaborer des lignes directrices à l'attention de ses membres afin de leur expliquer la fonction de chaque instrument et leur adéquation dans diverses situations.

<i>Obstacles à la coordination</i>	<i>Solutions envisageables</i>
<p>Une répartition mondiale de l'aide MRN potentiellement injuste ou inefficace.</p>	<p>L'ATI et le PCT peuvent envisager d'utiliser des fonds fiduciaires multidonateurs pour accroître l'aide apportée aux pays partenaires pouvant se prévaloir d'un environnement favorable à l'implantation de réformes MRN – en particulier un plan d'action et une stratégie efficaces au niveau national avec des priorités clairement définies.</p> <p>L'ATI peut étudier la possibilité d'adapter son mécanisme de rapprochement prévu afin de guider l'aide vers les pays en manque de financements qui cherchent à renforcer leurs capacités d'absorption de l'aide MRN.</p>
<p>Sur le plan national</p>	
<p>Certains pays partenaires de l'ATI ne disposent toujours pas de stratégies MRN nationales suffisamment solides pour permettre un bon alignement des donateurs.</p>	<p>Les membres de l'ATI peuvent donner la priorité à l'élaboration de stratégies MRN nationales (MTRS ou équivalentes) sur la base de diagnostics communs et de consultations nationales.</p> <p>Les pays partenaires de l'ATI peuvent s'engager à mettre en œuvre leurs stratégies MRN avec des plans d'actions qui définissent clairement l'échélonnement et les priorités des réformes proposées afin de permettre un bon alignement de l'aide des partenaires de développement.</p>
<p>L'harmonisation variable des financements parmi les partenaires de développement MRN locaux engendre des coûts de transaction élevés et un risque d'approches contradictoires.</p>	<p>Dans les pays partenaires dotés de portefeuilles MRN fournis, les membres de l'ATI peuvent convenir d'un partage d'informations et d'une division du travail, si possible par la mise en place de groupes de travail par le pays.</p> <p>Les partenaires de développement de l'ATI peuvent explorer la possibilité d'un financement commun des instruments d'assistance technique pour une prise en charge flexible de l'élaboration et l'implémentation des réformes MRN.</p>
<p>Un manque d'indicateurs de progression MRN communs sur le plan international et l'absence de cadres de résultats solides pour les stratégies MRN nationales.</p>	<p>L'ATI peut établir une liste d'indicateurs de mesure des progrès MRN avec un soutien approprié.</p> <p>Au niveau national, les membres de l'ATI peuvent incorporer certains de ces indicateurs dans leurs cadres de résultats.</p> <p>Les membres de l'ATI peuvent convenir de cycles réguliers d'examen des diagnostics communs pour optimiser leurs stratégies et plans d'action MRN nationaux.</p>

Find us online
www.addistaxinitiative.net

